



8 Place Malus - 18000 BOURGES
Tél 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

OPPOSONS-NOUS AUX LICENCIEMENTS, A LA PRÉCARITÉ ET A LA PAUVRETÉ

PATRONAT COUPABLE, GOUVERNEMENT COMPLICE

SAMEDI 5 DÉCEMBRE 2020

| | | |
|---------------------------------------|---|-------------------------------------|
| <u>BOURGES</u> | 11 h 00 – | devant le MEDEF (Place Juranville) |
| <u>VIERZON</u> | 10 h 30 – | à l'Auditorium (Jardin de l'Abbaye) |
| <u>ST-AMAND - ST-FLORENT</u> : | Rassemblement à BOURGES | |
| <u>LA GUERCHE</u> : | Rassemblement à BOURGES ou NEVERS | |

GREVE ET RASSEMBLEMENTS

Ça suffit... Il faut arrêter de croire tout ce qui se raconte depuis des semaines, des mois : les licenciements seraient inéluctables, un grand nombre d'emplois devraient disparaître et les travailleurs devraient perdre leur travail. Combien de temps pouvons-nous encore entendre l'interminable discours du patronat et des dirigeants de ce pays sans se poser des questions ?

La maladie existe, nous en sommes tous conscients, il faut faire attention. Pour autant, ce qui se passe dans les entreprises, l'administration et les services dépasse allègrement le cadre de la crise sanitaire. Nous sommes dans une crise économique sans précédent depuis des années et son aboutissement pourrait se dérouler maintenant. Les faits sont là et les conséquences devraient être catastrophiques pour les salariés, pour l'ensemble des travailleurs dans le pays et partout dans le monde.

Nous le savons, l'opportunisme du patronat, du capital est sans limite, et encore plus dans la période. Une pluie de licenciements s'abat malheureusement sur le pays et sur le département. Les fermetures de certains commerces ne laissent pas beaucoup d'espoir pour les salariés concernés et les mesures du gouvernement ne laissent envisager rien de bon sur le long terme.

Le virus destructeur de l'économie ?



Pour preuve, les annonces des groupes de la grande distribution de prendre en charge la distribution internet des petits commerces, lancent la conquête et la prise en main des pas de porte des centres-villes. Bien entendu avec l'argent des contribuables et l'assentiment des élus locaux.

Ce 5 décembre, c'est l'occasion de dire non à ces projets patronaux de réorganisation des activités. Encore une fois, les licenciements et la précarité ne sont pas la finalité d'une situation que nous n'avons pas choisie. Contrairement à ce qu'on peut nous dire et nous faire croire, il y

aura toujours des avions qui volent, des voitures qui roulent et des fabrications de tous genres en France.

Ce 5 décembre est l'occasion d'affirmer que la précarité, la pauvreté n'ont pas leur place dans une société comme la nôtre et n'importe où sur cette planète. Notre pays, qui compte parmi les plus riches au monde, a les moyens d'en finir avec les situations que nous connaissons. Il est

temps de créer les conditions pour éradiquer la pauvreté partout où elle existe. La solidarité à l'intérieur du pays comme à l'extérieur doit être une revendication indispensable et non un grand discours sans effet. Ce combat nous appartient et nous sommes les seuls à nous en préoccuper. Les autres sont exclusivement sur la bonté et la charité. La seule solution est la répartition des richesses que les travailleurs auront décidée.

Ce 5 décembre est l'occasion de revendiquer en priorité :

- ☞ *L'arrêt de l'ensemble des licenciements,*
- ☞ *Le maintien de la totalité du salaire dans les mesures de chômage partiel et payé intégralement par les grands groupes (puisque donneurs d'ordre),*
- ☞ *L'abandon de la réforme de l'assurance-chômage,*
- ☞ *L'abandon de la réforme des retraites,*
- ☞ *La diminution du temps travail tout au long de la vie,*
- ☞ *La mise en place d'une véritable sécurité sociale liée au travail,*
- ☞ *Une Sécurité Sociale à 100%, financée exclusivement par les cotisations et gérée par les salariés,*
- ☞ *Un salaire minimal à 2.000€ bruts sans qualification,*
- ☞ *Dans l'immédiat, la revalorisation des minima sociaux à ce niveau, pour les exclus du travail,*
- ☞ *Une solidarité internationale qui permette aux populations de travailler et vivre dignement là où elles sont.*

Notre Pays est riche. Nous, les travailleurs réunis dans la CGT, seul syndicat de classe, revendiquons la nécessité de nous organiser et de nous mobiliser pour obtenir un réel changement de société, sorti du capitalisme, pour la mise en commun de l'ensemble des richesses créées.

